



UNE EXPÉRIENCE MADRILÈNE EN VIOLENCE CONJUGALE : L'HÉBERGEMENT COMME CURE DE DÉSINTOXICATION

Par Roger Herla, psychologue, assistant de direction au refuge du CVFE

14700 s

En 2008, nous avons pu faire connaissance à Madrid avec l'équipe et les idées défendues par le « Centre d'Attention, de Récupération et de Réinsertion pour Femmes Maltraitées » (le CARRMM). De retour à Liège, le compte rendu de cette rencontre a suscité de vifs échanges au sein des équipes du CVFE. Il nous semble utile et intéressant de rendre publiques l'expérience madrilène et les réflexions qu'elle nous inspire, non seulement pour faire connaître cette pratique originale d'hébergement mais aussi pour inviter aux débats celles et ceux que la question de l'aide aux femmes victimes de violences intéresse.

Durant l'été 2008, le Centre CARRMM nous a été présenté par sa directrice et certaines de ses collègues, d'abord dans le cadre d'un Colloque international puis lors d'une visite de ses infrastructures.

Le cœur névralgique du Centre est une maison d'accueil implantée quelque part dans la banlieue de Madrid, dans un lieu tenu secret. Et ce refuge est exceptionnel dans sa conception même puisqu'il a été dessiné par une architecte féministe, à la fin des années 80. Un patio réservé aux adultes, de larges espaces de détente, de grandes baies vitrées, une salle de gym, une salle de théâtre, des chambres individuelles ou familiales, des bureaux spacieux, des espaces de jeux multiples pour les enfants : tout est fait pour garantir un certain confort aux personnes hébergées ainsi qu'aux travailleuses.

Une démarche radicale

Mais c'est plus globalement la démarche du Centre qui est profondément originale et radicale. Se considérant comme pionnières, les travailleuses, à commencer par la présidente et fondatrice Ana Maria Pérez del Campo et la directrice Lola Aguilar, attachent beaucoup d'importance à la transmission de leurs valeurs et convictions : il est d'ailleurs possible de passer quelques jours ou semaines sur place afin de se faire une idée plus juste des modes d'intervention mis sur pied par l'équipe multidisciplinaire.

Parmi les principes et pratiques défendus par le Centre, certains interpellent plus particulièrement. Parce qu'ils viennent questionner directement nos propres interventions. Ainsi,

- Les femmes ne sont hébergées que si elles s'engagent à ne plus revoir leur compagnon. Si elles reprennent contact avec lui, elles savent qu'elles ne pourront revenir. Le Centre les accompagne dans la rupture et la reconstruction.
- Deux psychologues sont employées à temps plein. L'une d'entre elles explique : « En violence conjugale, si on veut aider une victime, on ne peut pas travailler dans les nuances de gris : c'est noir ou c'est blanc ». Par exemple, les collègues espagnoles ne croient pas que leur travail puisse consister à accompagner une femme dans ce que nous appelons une rupture évolutive.
- Les femmes signent dans un registre lors de chacune de leurs sorties ; tout déplacement est donc répertorié par mesure de sécurité.
- Les intervenantes utilisent la métaphore médicale (en parlant de guérison et de dépendance). Pour communiquer autour de la problématique, que ce soit avec les femmes et enfants hébergés ou à l'attention des intervenants extérieurs. Mais aussi pour présenter la nature de leur propre intervention quand le parallèle est fait avec une cure de désintoxication.

Puissance des métaphores

Et, plus largement, la puissance évocatrice des métaphores est utilisée dans l'intervention auprès des bénéficiaires. Elle constitue un outil efficace dans la lutte contre la profonde influence des images qu'utilise la 'sagesse' populaire. Ces images qui souvent fondent l'imaginaire des individus et participent à la construction sociale des relations conjugales. Par exemple, en s'inspirant de l'expression issue d'une chanson populaire espagnole, une des intervenantes pourra dire à une femme : « Tu croyais être une moitié d'orange cherchant ton autre moitié pour pouvoir exister mais à nos yeux tu es une orange bien entière, apte à vivre sa vie indépendamment de toute autre orange –d'ailleurs entière elle aussi ».

Une évaluation a lieu chaque mois concernant les différents domaines d'intervention (psy, juridique, formation, enfants...) ; les femmes sont invitées à

s'auto-évaluer ; en fin d'hébergement l'équipe décide si la femme est dite « récupérée » ou pas ; il s'agit en somme d'apprécier la « guérison » de la dame (plus de 75% de réussite d'après la directrice).

Il n'est pas rare qu'un hébergement dure 18 mois. Aux yeux des intervenantes le temps est un facteur très important. Autant la violence de genre s'inscrit profondément dans l'histoire de nos sociétés, autant il est vain de vouloir « récupérer » une femme qui en est victime sans prendre le temps de mener à ses côtés un travail en profondeur.

Si un garçon a des comportements violents, il est jugé irrécupérable dès l'âge de 9 ans. La violence de genre est considérée comme une maladie dont on ne guérit pas (l'arrêt éventuel des violences physiques ne pouvant être considéré comme une « récupération »).

Une thèse de doctorat en psychiatrie menée au sein de la maison d'accueil a démontré, entre autre, que les femmes qui retournent ne posent pas un choix « en âme et conscience ». Parce qu'elles sont victimes d'un véritable « lavage de cerveau ». Ce qui à défaut de nous apprendre réellement quelque chose a le mérite d'étayer scientifiquement les observations des intervenant-e-s.

Pourquoi une situation de violence conjugale se prolonge-t-elle ?

Dans le résumé officiel de la thèse en psychiatrie d'Antonio Escudero Nafs intitulée Facteurs de prolongation d'une situation de violence conjugale envers une femme : une analyse qualitative (2004), on trouve ces passages (nous traduisons) :

« D'après cette hypothèse, la prolongation de la situation de maltraitance s'explique par le contrôle et la dépendance que l'auteur fait subir à sa victime, la maintenant dans une telle situation en utilisant une série de « stratégies » coercitives qui empêchent (ou rendent extrêmement difficiles) l'abandon de la relation par la femme.

Ces différentes stratégies sont :

- *les actes de violence (violence physique, dénigrement et dévalorisation, menaces et viols intraconjugaux,..).*
- *l'isolement physique, social, économique et familial de la victime.*
- *une maltraitance imprévisible qui génère un sentiment de peur (de terreur) et de confusion.*
- *des messages contradictoires et des phases de repentir de la part de l'auteur, que leurs compagnes acceptent en espérant un changement de comportement chez lui.*
- *l'effet « lavage de cerveau » qui fait que la femme en arrive à douter de ses propres perceptions face à ce que lui fait subir l'auteur des violences).*

Tout ceci explique que la femme peut atteindre dans les phases avancées de la maltraitance un état d'engourdissement émotionnel, une forme de paralysie qui rend difficile la réponse de type « affrontement » qui permettrait d'abandonner la situation coercitive. Par ailleurs, ces conséquences des violences jouent aussi un rôle défensif, favorisant chez la victime la préservation de son espace psychique (donc de sa santé mentale) et sa survie physique.

Les différentes stratégies de l'auteur interagissent entre elles, générant chez la victime différentes émotions : surprise dans un premier temps, peur (terreur), diverses formes de culpabilité (parmi lesquelles se détache celle qui est « imposée » par l'auteur via le processus de « lavage de cerveau »), et la honte devant la difficulté d'être crue quand elle raconte son vécu de violence. La crainte d'une victimisation sociale secondaire favorise l'occultation de sa situation par la victime, phénomène qui vient renforcer l'isolement auquel elle est soumise. La violence constante associée à divers phénomènes culturels et sociaux complique, quand elle n'empêche pas carrément, l'abandon par la femme de la situation où elle est victime de maltraitance. »

Une expérience interpellante

Même si nous partageons avec les collègues espagnoles de nombreuses convictions, à commencer par celle que les violences faites aux femmes s'enracinent dans les inégalités de genre, les partis pris par l'équipe du « Centre d'attention, de récupération et de réinsertion » de Madrid ont provoqué chez nous des discussions d'équipe animées. Plutôt qu'un plaidoyer pour notre paroisse liégeoise, vous trouverez ici un résumé de nos échanges, principalement sous la forme des questions qu'ils ont laissées en suspens. En espérant qu'elles vous inspirent à leur tour quelques réflexions.

Il n'est pas question pour nous jusqu'à présent de conditionner l'hébergement des femmes à une rupture définitive avec leur compagnon. Il n'est pas question pour nous de vérifier les heures d'entrée/sortie ni les destinations des personnes hébergées. Parce que notre mode d'intervention s'appuie sur une libre circulation des personnes qui contraste avec le contrôle subi dans la relation conjugale. Parce que nous croyons que ces femmes victimes de violences préservent une relative liberté de choix parmi lesquels celui de maintenir le lien avec son partenaire. Et donc, des points d'interrogations :

1. Rôle ambigu du contrôle

Comment justifier qu'une association d'aide utilise le contrôle comme un outil pour permettre à des femmes d'échapper à d'autres contrôles, celui de leur conjoint bien entendu mais aussi trop souvent celui de leur communauté ? Peut-on garder une crédibilité auprès des femmes hébergées et envers nous-mêmes en choisissant l'option 'contrôle et contrainte' tout en prônant l'émancipation ? Proposer des modes d'intervention aussi radicaux (cfr : « on ne peut pas travailler dans les nuances de gris ») ne nous couperait-il pas tout simplement de la majorité des femmes que nous accueillons dans nos maisons ?

Oui, mais d'un autre côté, n'est-on pas tenté-e-s nous aussi, quelquefois de proposer un cadre plus contraignant à certaines femmes hébergées ? N'aspire-t-on pas parfois à intervenir autrement afin d'épargner la répétition des risques inhérente aux ruptures évolutives ? N'a-t-on pas déjà constaté que ce type de contraintes négociées pouvait porter ses fruits ? Précisément, n'est-ce pas le côté systématique du contrôle qui nous pose problème dans sa version espagnole ? Au fond, dans certaines situations, ne pourrait-on s'inspirer de ce qui est fait là-bas ? Et si oui de quelles situations parle-t-on, y aurait-il une population plus réceptive à ce genre d'accompagnement, disons, plus strict ? Dans certains cas et après évaluation, un contrat plus contraignant ne pourrait-il succéder à notre intervention « classique » ? Mais du point de vue de la dynamique du groupe des femmes hébergées, peut-on se permettre de singulariser à ce point l'intervention ? etc..

2. Rejet de la notion de couple

Considérer l'attachement au concept de couple et au compagnon auteur de violences comme une même maladie transmise par la société qui nous construit est ce qui justifie les positionnements très fermes dont il est question au point

précèdent ainsi que la longueur des hébergements (un an et demi, en principe) ou le refus d'accueillir certains garçons. Encore une fois, la métaphore de la désintoxication n'est pas éloignée de nos propres références, même si nous préférons parler de 'dépendance affective' (sans que ce concept ne nous soit toujours d'une grande utilité sur un plan pratique). Mais quel que soit le terme utilisé, définir la 'maladie' en question comme une construction sociale comme le font les collègues madrilènes doit continuer de nous interpeller. En tant qu'intervenant-e-s et en tant que personnes.

Ne risque-t-on pas de noircir totalement un tableau déjà bien sombre et de remettre ainsi en question définitivement toute forme de romantisme amoureux ? Comment combiner critique des conventions –des enfermements– liées aux stéréotypes sexuels et foi dans une relation amoureuse égalitaire ? Comment assumer nos aspirations personnelles à l'amour tout en accompagnant dans notre boulot des femmes qui ont 'trop aimé' et en payent le prix ?

3. Durée de l'hébergement

Et par ailleurs en ce qui concerne la durée d'hébergement, comment sentir que le temps est venu de mettre un terme à un accompagnement ? De trop longs séjours ne favorisent-ils pas la dépendance de la femme et de ses enfants à notre présence, autrement dit ne risque-t-on pas de lutter contre l'addiction au couple en la remplaçant par l'addiction aux services sociaux ? Quoi qu'il en soit, un 'juste' équilibre dans les interventions lors de longs hébergements ne passe-t-il pas par un accompagnement de 'pré-post-hébergement qui ne s'arrête pas aux portes de la maison d'accueil (recherche de logement, emménagement et réseau) ?

4. Hébergement des enfants

Enfin, concernant l'hébergement des enfants, la position du Centre nous a paru difficilement défendable. Et ici encore les questions fusaient, moins nombreuses cependant.

- Comment justifier qu'on consacre 18 mois à la récupération d'une adulte avec un certain succès mais qu'un enfant soit jugé irrécupérable dès l'âge de 9 ans ?
- Pourquoi un garçon serait-il moins susceptible d'évolution sur le plan des croyances et des comportements qu'une fille ou qu'une femme ?
- Est-ce naïf de refuser de croire qu'il existe des brèches dans les déterminismes socio-familiaux ?
- Comment continuer de travailler aux côtés des enfants de tous âges si l'on ne croit pas que l'on peut être pour ceux-ci des acteurs de résilience¹ ?

Et en même temps cette prise de position très ferme de l'équipe espagnole, en rappelant combien les premières années de socialisation peuvent être déterminantes, ne souligne-t-elle pas à la fois les lacunes et l'importance d'un service public comme l'école ? Ne nous encourage-t-elle pas à redoubler

¹ Voir sur ce point et sur ce même site (www.cvfe.be) l'analyse de Michel Matté intitulée « De la découverte des 'lunettes de genre' à l'intervention psycho-sociale » (décembre 2009).

d'énergie pour que les 'agents d'éducation' des différentes institutions soient formés à la question du genre ?

Un portrait mouvant

Notre statut de pôle de ressource en violences conjugales tient aussi à notre capacité à rester en questionnement. A ne pas oublier que l'aide aux personnes victimes de violences n'est pas une science exacte et reste un défi. Elle dépend de nos savoirs-faire mais aussi de nos savoirs-être, autrement dit de notre capacité à entrer en empathie avec les personnes pour inventer des interventions qui tiennent compte des trajectoires et des besoins propres à chacun-e.

Dans ces quelques pages, au travers des thèmes mis en avant et des questions qu'ils suscitent, apparaît en filigrane le portrait, forcément subjectif, de ce que peut être une maison d'accueil aujourd'hui. Et le portrait de cette belle chose vivante qu'est le refuge est toujours à refaire. D'autres analyses viendront le broser à leur tour dans les années à venir, brassant d'autres thématiques ou approfondissant celles qui ont été évoquées ici. Parce qu'il faut continuer de réfléchir et de susciter la réflexion. Parce que nous devons essayer de rester en mouvement. Mais aussi pour savoir qui nous sommes et où nous voulons aller.

**Une expérience madrilène en violences conjugales :
l'hébergement comme cure de désintoxication**

Collectif contre les violences familiales et l'exclusion (CVFE asbl) : 11, rue Maghin - 4000 Liège

Publications (analyses et études) : www.cvfe.be

Contact : Roger Herla - rogerherla@cvfe.be – 0471 60 29 70

Avec le soutien du Service de l'Education permanente de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de la Wallonie